La biodiversité n'est plus protégée des éoliennes

Par Patrice Cahart
Membre du GSCE

La protection de la biodiversité figure au premier rang du discours environnemental des pouvoirs publics. Dans la pratique, il en va autrement : un décret du 28 décembre 2023, joli cadeau de Noël, vient de priver notre faune de l'essentiel de sa protection contre les éoliennes terrestres.

Ces engins perturbent l'ensemble des animaux de leur voisinage par leur pollution lumineuse, qui rompt l'alternance des jours et des nuits, et peut égarer les migrateurs. Le percement des voies de desserte et la mise en place des socles détruisent des nids et d'autres gîtes. Pour y parer, les arrêtés préfectoraux prévoient généralement que ces travaux ne peuvent avoir lieu durant la période habituelle de nidification, mais les nids détruits par la suite ne sont plus disponibles pour la deuxième nidification, ni pour les années suivantes. Enfin, les oiseaux et les chiroptères sont exposés à un sérieux risque de collision : les extrémités des pales tournent souvent à 300 km/h, et les sympathiques volatiles sont abattus sans avoir rien vu venir. S'y ajoutent, dans le cas des chiroptères, les barotraumatismes : même sans contact avec les pales, les brusques changements de pression atmosphérique font éclater les poumons.

Contre ces périls, les espèces non protégées ne bénéficient d'aucune sauvegarde. Elles participent néanmoins à l'équilibre de la nature, et le maintien de leur effectif est indispensable. Or la population d'oiseaux de notre pays, toutes espèces réunies, a diminué d'un tiers en quinze ans, et celle des chiroptères, de 38 % en dix ans seulement. De ces catastrophes, l'éolien n'est pas le principal responsable, mais il y a contribué.

Dans le cas des espèces protégées, le promoteur doit demander une dérogation à l'interdiction de déranger ou de tuer. Mais il faut pour cela que l'atteinte prévisible soit caractérisée, ce qui appelle un examen cas par cas. La conclusion dépend du recensement des espèces protégées présentes sur le site ou dans son voisinage, effectué par un bureau d'études qui a été choisi et rémunéré par le promoteur.

Lorsqu'une demande de dérogation est reconnue nécessaire, le promoteur obtient celle-ci si trois conditions sont remplies.

1/ Absence d'une autre solution satisfaisante. Le Conseil d'Etat a précisé que cette recherche devait s'effectuer dans un environnement proche. Chaque fois, le promoteur affirme qu'il n'y a trouvé aucun autre emplacement utile. Les opposants peuvent difficilement apporter la preuve contraire, car cela les mettrait en difficulté à l'égard d'autres habitants.

2/ Maintien des espèces concernées dans un état de conservation favorable. Les promoteurs font état de statistiques de mortalité ridiculement basses, car elles n'incluent pas les cadavres tombés dans les arbres et donc peu visibles, ni ceux que les nombreux prédateurs (renards, blaireaux, fouines, rapaces de diverses sortes, chats et chiens errants) ont enlevés avant le passage des enquêteurs. Parfois, les chiffres sont extrapolés pour tenir compte de ces manques, mais de façon arbitraire. Pour connaître vraiment la mortalité, il faudrait passer sur le lieu deux fois par jour, et grimper régulièrement dans les arbres.

3/ Existence d'une raison impérative d'intérêt public majeur. Cette troisième condition est la seule à avoir été réellement appliquée. Plusieurs projets éoliens ont été rejetés. Le Conseil d'État a reconnu l'intérêt majeur à un projet destiné à alimenter l'équivalent de 50 000 habitants (non compris les commerces, l'industrie et les services publics). Il l'a dénié à un projet équivalent à 26 000 habitants. Le seuil se situe donc entre ces deux chiffres, vers 38 000.

Le décret du 28 décembre 2023 renverse cette jurisprudence. Il répute d'intérêt majeur les groupes éoliens d'une puissance au moins égale à 9 mégawatts (MW), soit par exemple trois engins de 3 MW. Or tous les projets actuels répondent à cette condition. Le décret affranchit donc l'ensemble de l'éolien terrestre nouveau de l'obligation de respecter la biodiversité.

Au demeurant, une puissance de 9 MW produit en moyenne l'équivalent de la consommation de seulement 8900 habitants (sans commerces, ni industrie, ni service publics), donc beaucoup moins que le seuil jurisprudentiel. Cette production est d'ailleurs intermittente, et les trois quarts de l'électricité consommée par les habitants concernés devront venir d'ailleurs. Et la production de 9 MW ne couvre, globalement, que quatre millièmes de la consommation française d'électricité. En la réputant néanmoins d'intérêt public majeur, le décret dénature ces termes de la loi.

Des associations de défense de l'environnement s'appêtent à déposer un recours au Conseil d'Etat. Il faut souhaiter leur succès.

Liste du groupe des scientifiques et des citoyens pour l'électricité.

Philippe Ansel – Economiste – Rapporteur des études de Concorde.

Fabien Bouglé – Essayiste auteur de : Nucléaire les vérités cachées – Eoliennes la face noire de la transition écologique – Guerre de l'énergie aux Editions du Rocher.

Jean Louis Butré – Président de la Fédération de l'environnement durable

Patrice Cahart – Ecrivain – ancien conseiller à la Cour de cassation – auteur de « La peste éolienne »

Edouard de Lamaze – Avocat – Conseiller régional de Normandie

Bernard de la Villardière – journaliste

Pierre Dumont – Industriel – auteur - Eoliennes, chronique d'un naufrage annoncé – Editions F. Bourin

Michel Faure – Industriel

Hervé Machenaud – Membre de l'académie des technologies – auteur de la « France dans le noir c'est maintenant » Editions Manitoba belles lettres.

André Merlin – Ancien Président Fondateur de R.T.E

Xavier Moreno – Président du C.E.R.E.M.E

Michel Rousseau – Président de la Fondation Concorde

Charles Thimon – Réalisateur

contact@cereme.fr

info@fondationconcorde.com